



MINISTÈRE DE LA DÉFENSE



**COLLÈGE INTERARMÉES
DE DÉFENSE**

Paris, le 29 mars 2005

Groupement enseignement général

CDT
MIREBIEN Xavier
groupe D2

Fiche de stratégie

OBJET

: sujet n°3 : Depuis la fin de la guerre froide, la stratégie nucléaire se réduit-elle à la lutte contre la prolifération ?

A l'ère atomique, le risque est toujours plus grand que l'enjeu dès lors que les intérêts vitaux de l'agressé peuvent être mis en cause et qu'il dispose d'un volume de forces nucléaires suffisant pour riposter. Dès lors, un conflit comportant le risque de recours à l'arme nucléaire doit être évité à tout prix, car même celui qui dispose d'une supériorité écrasante ne peut avoir la certitude absolue d'échapper à la riposte.¹

Le pouvoir égalisateur de l'arme atomique, d'où découlent les théories sur la dissuasion minimale, proportionnelle ou encore du faible au fort, a évité, ces soixante dernières années, la résurgence d'un conflit majeur en Europe et dans le reste du monde.

Sur un plan politique, l'arme atomique est devenue le symbole de la puissance. Elle confère aux Etats qui la détiennent une puissance et une aptitude à peser sur les événements sans précédent. Il n'est d'ailleurs pas étonnant, que les cinq membres du conseil de sécurité des Nations-Unies soient tous détenteurs de cette arme formidable. Celui, puis ceux qui la possédaient ont essayé d'en conserver le monopole par des politiques de non-prolifération. Depuis la fin de la guerre froide, cette politique a été mise en œuvre avec succès avec les Etats satellites de l'ex URSS (Ukraine, Biélorussie, ...). Aussi est-il légitime de se demander si la stratégie nucléaire se réduit aujourd'hui à cette lutte contre la prolifération ? Nous montrerons qu'il n'en est rien et qu'elle revêt plusieurs aspects. La stratégie nucléaire fractionne en effet la stratégie en deux :

- la stratégie de dissuasion qui poursuit un but négatif. Cette dernière suppose la mise en œuvre d'une stratégie opérationnelle complétée efficacement par une stratégie déclaratoire cohérente.
- la stratégie d'action qui poursuit, quant à elle, un but positif.

Les stratégies mises en œuvre ne sont en outre pas immuables et peuvent même remettre en cause la lutte contre la prolifération.

Nous présenterons donc successivement la stratégie de dissuasion et la stratégie nucléaire d'action avant de voir en quoi la politique menée par les Etats-Unis dans le domaine nucléaire risque de remettre en cause la stratégie de non prolifération.

* *
*

Une stratégie de dissuasion

L'arme nucléaire abolit le lien traditionnel qui unissait le politique et le militaire. Elle remet totalement en cause le principe Clausewitzien selon lequel « la guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens ». Son rôle est de prévenir tout conflit majeur et, dans ce cas, d'éviter le recours aux moyens militaires.

La dissuasion est la prévention de l'action par peur des représailles. Elle poursuit un but négatif puisqu'elle doit amener l'adversaire à renoncer à agir. Il lui faut, pour cela, être crédible.

La crédibilité de la dissuasion nucléaire dépend non seulement de la fiabilité « technique » de l'arme mais aussi et surtout de la conviction qu'a l'ennemi que son détenteur serait prêt à s'en servir². Du fait de sa puissance colossale et de sa foudroyance, elle ne s'appliquera qu'à la défense des intérêts vitaux.

La possession de l'arme atomique protège de toute agression directe, mais elle ne garantit en aucun cas la préservation des intérêts vitaux de l'Etat qui peuvent aller bien au-delà de la survie. La dissuasion nucléaire doit donc se reposer sur une **stratégie opérationnelle** (mise en œuvre de l'arme atomique en cas d'échec de la dissuasion) complétée efficacement par une **stratégie déclaratoire** cohérente destinée à orienter le comportement

¹ Hervé Coutau-Bégar, Traité de stratégie, p 450

² Hervé Coutau-Bégar, Traité de stratégie, p 452

de l'adversaire et à prévenir ses dérapages. La déclaration ne devra pas fixer de façon trop précise le champ des intérêts vitaux pour ne pas laisser une certaine liberté à l'adversaire. Cette stratégie dissuasive conserve encore aujourd'hui toute sa validité.

* *

Tentative d'une stratégie nucléaire d'action

La puissance nucléaire n'a pas rendu la guerre impossible ni remis en cause le jeu de la stratégie. Les conflits récents dans le Golfe ou en ex Yougoslavie nous le démontrent aisément. Sur un plan purement politique, l'arme atomique est devenue le symbole de la puissance. Ses détenteurs ont toujours essayé d'en conserver le monopole par des politiques de non-prolifération.

Les pressions exercées depuis plusieurs mois sur l'Iran et la Corée du Nord par les Etats-Unis et les Européens via la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne (pourtant nation non nucléaire) démontrent avec force que la politique de non prolifération demeure la stratégie dominante de ce début de siècle.

L'arme nucléaire peut également être agitée dans un but positif, pour contraindre par exemple un adversaire à agir dans le sens que l'on souhaite. Cette possibilité n'a jamais été utilisée entre puissances nucléaires, et l'on comprend aisément pourquoi. Elle l'a été en revanche à l'égard de puissances à l'époque non nucléaires. On peut citer, à ce titre, les menaces soviétiques contre la France et la Grande-Bretagne lors de la crise de Suez en 1956.

La dissuasion nucléaire peut dans certains cas revêtir une autre dimension active. La mise en alerte des forces nucléaires américaines lors de la guerre du Kippour en 1973 s'apparente à un message subliminal envoyé à l'URSS pour les convaincre de ne pas intervenir dans la crise, l'Etat d'Israël constituant une pièce majeure à ne pas toucher.

Sur un plan militaire, les puissances nucléaires ont cherché à domestiquer la nouvelle arme. Les forces de représailles ont acquis des capacités anti-forces, capables de détruire une partie des engins de l'adversaire. Au lieu de s'exclure, dissuasion et action pourraient être amenées à se combiner. Ceci explique l'accroissement quantitatif puis qualitatif des arsenaux Russes et Américains à partir des années 1960 et souligne l'instabilité de la dissuasion. Le comportement actuel des Etats-Unis pourrait, comme nous allons le voir, relancer un tel processus

* *

On peut se demander si la dissuasion telle qu'on la connaît aujourd'hui n'est pas sur le point de disparaître. La dissuasion présuppose en effet deux conditions incontournables : l'invulnérabilité de l'arme atomique et la vulnérabilité de l'adversaire qui pourraient à l'avenir ne plus être satisfaites.

Pour dépasser la logique de la dissuasion nucléaire, les Etats-Unis ont lancé depuis 1983 plusieurs programmes : l'Initiative de Défense Stratégique (IDS) qui a débouché sur l'implosion de l'ex Union-Soviétique et le projet de « bouclier anti-missiles »³. Même si ces programmes ne donnent pas à ce jour des résultats probants, ils sont de nature à remettre en cause la dissuasion nucléaire. Le bouclier anti-missile américain devrait en effet pouvoir garantir à terme l'invulnérabilité des Etats-Unis vis-à-vis des armes atomiques en invalidant les capacités de leur ennemi potentiel.

³ Le National Missile Defense (NMD) a pour but d'intercepter les missiles. Le Theater Missile Defense (TMD) doit protéger les zones alliées des Etats-Unis (Corée du Sud, le Japon, Taiwan et Israël)

Ils admettent une utilisation limitée de la force nucléaire contre certains états qui menaceraient leur sécurité. L'utilisation d'une bombe d'une faible puissance n'est donc pas exclue.

La non prolifération que les Etats-Unis pratiquent à l'égard des Etats non détenteurs de l'arme nucléaire s'accommode pourtant mal de leur nouvelle approche. Souhaitant diversifier la gamme des options nucléaires, ils envisagent de se doter d'armes atomiques de haute précision mais de très faible intensité, capables de pénétrer profondément dans le sol et détruire des abris souterrains et des bunkers. Le Pentagone ne se contente plus de recenser missiles et bombardiers dans les arsenaux des pays qui peuvent porter atteinte à la sécurité des Etats-Unis : il va jusqu'à établir une liste de 70 Etats disposant de plus de 1400 postes de commande de tir de missiles ou d'installations souterraines d'armes de destruction massive.

Non seulement ils prônent la « guerre préventive », mais ils envisagent d'utiliser l'arme nucléaire y compris contre des pays ne la possédant pas. Cette politique risque de déboucher sur une nouvelle course aux armements. Offrant au monde une caricature d'unilatéralisme, les Américains cherchent à s'exonérer de leurs engagements (alors que les autres doivent s'y tenir) et refusent de souscrire à des engagements nouveaux (que les autres sont incités à respecter). On en revient ainsi à une conception d'un désarmement non plus négocié, mais imposé aux faibles comme aux vaincus d'un conflit.

La conclusion que peuvent tirer de la guerre d'Irak et de cette nouvelle stratégie les candidats à l'armement nucléaire, c'est que, pour être à l'abri des foudres américaines, il vaut mieux avoir une capacité de riposte et de nuisance que de suivre les engagements de non-possession d'armes de destruction massive. La stratégie de non prolifération actuelle ne devrait donc pas déboucher sur des résultats tangibles. Au contraire, au regard des événements récents on peut légitimement penser que l'Usine d'enrichissement atomique de l'Iran fera l'objet d'attaques préemptives dans les jours ou les mois qui viennent.

* *
*

La stratégie nucléaire ne se réduit pas uniquement à la lutte contre la prolifération. Bien plus complexe, elle ouvre des possibilités multiples dans les domaines de la dissuasion ou de l'action. Les programmes lancés et soutenus depuis les années 1980 par les Etats-Unis en parfaite incohérence avec leur politique de non-prolifération risquent de rendre obsolète la dissuasion nucléaire et de déboucher sur une véritable course aux armements.